

Ethique et aide conditionnelle

Partage international n° 64 - Décembre 1993

par Julius Nyerere

En raison des conditions liées à l'aide internationale, les pays pauvres d'Afrique deviendront bientôt les champions du libre-échange dans le monde. Cependant, la cruelle réalité est que les pays africains — et le peuple africain — sont tributaires d'un marché mondial dominé par les nations les plus riches, qui fixent elles-mêmes les prix d'achat et de vente.

Les pays africains ne sont pas seulement sous-développés. Ils sont également pauvres. Leurs gouvernements ont pour tâche de distribuer cette pauvreté, aussi équitablement que possible, tout en tentant d'investir pour un avenir meilleur.

Sur quelles bases faut-il distribuer la nourriture disponible? En période de famine, faut-il également consacrer des ressources pour la défense, le maintien de l'ordre, ou l'organisation d'élections libres? Doit-on se procurer de l'insuline, afin d'éviter la mort d'un malade, ou faut-il acheter des médicaments contre le paludisme, qui peut provoquer des ravages? Les fonds et la main d'œuvre qualifiée doivent-ils être orientés vers la production de biens de consommation, ou être investis pour le futur?

Voilà le genre de dilemme qui se pose aux gouvernements des pays pauvres, où les ressources matérielles et humaines sont tout simplement insuffisantes pour couvrir les besoins élémentaires. Nos pays n'ont pas d'autre alternative que de progresser pas à pas.

Ceci est rendu encore plus difficile du fait des politiques «libérales». Comment être compétitif sur le marché mondial d'aujourd'hui, lorsqu'on cultive à la main de petits lopins de terre, ou qu'on fabrique des biens dans des usines à faible intensité capitalistique. Bien que la seule solution, à mon avis, soit de s'orienter vers une politique d'auto-suffisance, il nous faut cependant comprendre les limitations que cela implique. En effet, faute d'avoir compris cette réalité, l'Afrique et le tiers monde a trop emprunté, encouragés par des banquiers zélés, et se

retrouve maintenant sur-endetté. En outre, les taux d'intérêts ont grimpé.

Tout Etat souverain d'Afrique possède théoriquement le droit d'organiser son économie comme il l'entend. Mais dans cet âge technologique, il ne peut s'isoler du reste du monde. Les pauvres, en particulier, ne peuvent échapper au contrôle exercé par les pays riches et par les multinationales. Il n'existe qu'un seul marché mondial. Ainsi, bien que le prix d'exportation du café soit le même partout — fixé par des intermédiaires et des spéculateurs, et non en fonction du coût de production ou du prix que le consommateur serait prêt à payer —, le prix des tracteurs et autres biens manufacturés est basé sur des «coûts de production» incluant le niveau de vie des travailleurs des pays développés, et les profits exigés par ceux qui détiennent les capitaux.

Il n'est donc pas surprenant de voir les termes de l'échange des pays les moins développés se détériorer d'année en année. Durant la dernière décennie, l'Afrique a davantage exporté en volume, mais elle a aujourd'hui moins d'argent pour payer des produits toujours plus chers, provenant du Nord.

En outre, lorsque nos pays sont en mesure de produire quelques biens manufacturés, il se trouvent confrontés aux tarifs imposés par les nations riches, ou aux «quotas» (comme c'est le cas pour les vêtements de coton), ou encore à de soi-disant «accords volontaires», restreignant leurs exportations. S'ils subventionnent leurs exportations, à titre de compensation, ils sont rapidement informés que ceci est contraire au dernier accord du FMI, sans l'aval duquel aucun pays riche ne leur accordera plus ni crédit, ni aide.

Je ne trouve pas éthique qu'une aide soit assortie de conditions; dans tout Etat souverain, le peuple doit être autorisé à organiser ses propres affaires comme il l'entend. Le FMI et la Banque mondiale sont censés appartenir à tous leurs membres, et ont pour but de promouvoir la stabilité et le développement économique international. Leurs chartes ne leur donnent pas le droit de dicter les politiques des demandeurs de fonds.

Pourtant, afin d'obtenir l'aval du FMI, un pays en voie de développement doit accepter de dévaluer massivement, de mettre fin au contrôle des prix, de supprimer les subventions, de «libéraliser» ses

importations, et de réduire ses dépenses publiques, afin d'accorder la priorité au remboursement de la dette. De nos jours, il est aussi demandé que le pays ait un «bon» gouvernement (selon les critères du Nord).

Ainsi, même lorsqu'un pays se trouve en réelle difficulté, les négociations avec le FMI ne portent que sur la manière dont ce pays doit se conformer aux règles dictées par l'économie orthodoxe du Nord. Et ce pays découvre ensuite que le montant de l'aide alloué par la plupart des pays donateurs, a été réduit, et qu'il le sera plus encore.

Un gouvernement demandeur d'aide se verra donc très souvent obligé de réduire ses allocations de santé, d'éducation et de nourriture, pour se conformer aux conditions imposées par le Nord. Mais immédiatement après, ce même gouvernement devra augmenter le budget de la police et de l'armée, pour se défendre contre les protestations des pauvres. Ces programmes anti-populaires profitent en général aux riches et aux personnes corrompues. Entre temps, les négociateurs du FMI et de la Banque mondiale sont rentrés à Washington, et les membres du gouvernement demandeur deviennent les victimes de décisions virtuellement imposées.

Il est facile de critiquer les gouvernements africains, et je n'ignore pas leurs erreurs, ou leur fréquente

corruption. Cependant, sauf dans certains cas extrêmes, cela ne représente qu'un facteur d'aggravation d'une situation déjà impossible. Aucun gouvernement, qu'il soit révolutionnaire, réactionnaire ou simplement un «bon gouvernement», ne peut éviter le fait que lorsque le prix de ses exportations s'effondre, la richesse du pays diminue.

Récemment, Edward Jaycox, vice président pour l'Afrique de la Banque mondiale, a déclaré que la banque n'imposera plus ses plans aux 30 pays africains auxquels elle prête de l'argent, et que les projets financés ne seront plus dirigés depuis Washington, comme par le passé. C'est une bonne nouvelle. J'espère que cela annonce la fin du «Washington sait mieux que vous»; mais l'expérience m'oblige à penser que le FMI et la Banque mondiale continueront à promouvoir les mêmes stratégies injustes et désastreuses sur le plan économique, face à nos difficultés économiques et à nos besoins de développement.

Afrique **Auteur** : Julius Nyerere,

Sources : IPS

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()